

Service émetteur
Mission Régionale d'Inspection Contrôle Evaluation
Audit (MRICEA)

Fort-de-France, le **28 SEP. 2023**

Affaire suivie par :

Objet : Clôture de la mission de contrôle EHPAD LE BEAU SEJOUR
V/Réf. : Vos envois du 10/08/2023 et 06/09/2023

NOTIFICATION D'UNE DECISION ADMINISTRATIVE

Madame la Directrice,

L'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes LE BEAU SEJOUR sis Quartier Beau Séjour - Rue Anse BELLUNE commune de la Trinité, avait été retenu dans le cadre du PRICEA¹ 2023 pour faire l'objet d'un **contrôle sur pièces** via la plate-forme « COLLECTE-PRO » le **09/06/2023**, contribuant ainsi à la réalisation des Orientations Nationales d'Inspections Contrôles 2023 (ONIC) du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé « PLAN NATIONAL EHPAD 2022 – 2024 ».

A l'occasion de ce contrôle sur pièces, ont été formulés **03 écarts et 07 remarques**.

En conséquence, j'avais envisagé¹ de vous enjoindre par une notification administrative des actions correctives à travers un plan d'action à un mois afin de répondre aux écarts et remarques relevées.

Conformément au principe du contradictoire, le rapport et les suites administratives possibles vous ont été transmis pour recueillir vos observations éventuelles dans un délai de 30 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception sous la référence [REDACTED]

EHPAD LE BEAU SEJOUR
Madame la Directrice
Quartier Beau Séjour - Rue Anse BELLUNE
97220 La Trinité

¹ PRICEA : Programme Régional d'Inspection Contrôle Évaluation Audit

Cet avis vous a été présenté et avisé le **08/08/2023**.

Vous aviez jusqu'au **08/09/2023** pour faire connaître vos remarques et propositions éventuelles sur les mesures envisagées.

Vos réponses ont été réceptionnées par voie dématérialisée le **10/08/2023** et confirmées par courrier le **06/09/2023**. La mission a prononcé leur recevabilité et a procédé à leur analyse.

La lecture de vos envois démontre la volonté de l'établissement de respecter la réglementation. Néanmoins, la réalisation d'une partie des actions étant en cours et certaines non réalisées, ne peut être objectivée au vu des éléments transmis.

L'équipe de contrôle a décidé de lever 3 écarts à la réglementation, de lever 3 remarques donnant lieu à des recommandations et d'en maintenir 4.

Je vous prie de trouver ci-joint le tableau d'analyse et des mesures maintenues avec les éléments de preuves attendus qui sont à transmettre aux services de la Direction de l'Offre de Soins et de l'Autonomie (DOSA) chargée des suites de l'inspection.

Considérant les anomalies relevées lors du contrôle sur pièces du 09/06/2023,
Considérant que vos réponses dans le cadre de la procédure contradictoire ne présentent que partiellement les actions et les documents demandés pour y pallier,

En vertu des dispositions du Code de la Santé Publique notamment les articles L 1421-1, L1421-3, L.1435-7, L. 1431-2 ; le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L.313-13, L.313-14, L.331 et suivants ; L.121-1 et suivant du Code des Relations entre le Public et l'Administration ; l'arrêté conjoint ARS - Collectivité Territoriale de Martinique n°0387 du 30-01-2017 portant renouvellement d'autorisation,

Je décide de ne pas maintenir l'injonction initialement prévue mais de vous demander un plan d'action à 1 mois afin de répondre aux 4 remarques relevées.

Afin d'apporter la preuve de la réalisation et de l'effectivité des mesures correctives, je vous demande de transmettre à mes services (DOSA) l'ensemble des éléments de preuves avant le 31 octobre 2023.

Cette décision clôture la mission.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération distinguée.

La Directrice Générale

